



# **Etude sur l'état des lieux de la participation des jeunes A la vie politique et associative en Tunisie Et les causes de réticence**

Dans le Cadre du Projet Jeunes Citoyens Actifs (JCA)

Réalisée par Nejma Zeghidi

## Remerciements :

Nos remerciements s'adressent en premier aux enquêteuses et enquêteurs bénévoles de la Ligue Tunisienne des droits de l'Homme qui ont assuré un bon déroulement de l'enquête sur le terrain, malgré les conditions difficiles auxquelles elles (ils) ont été confronté(e)s.

Nos remerciements vont également aux membres de l'équipe du projet « Jeunes Citoyens Solidaires », qui n'a pas ménagé ses efforts pour mener à bien cette étude.

## Sommaire :

Introduction	4
Méthodologie :	6
1- Un questionnaire d'enquête	
a- Echantillonnage	
b- Administration du questionnaire d'enquête	
c- Dépouillement	
d- Les limites du questionnaire d'enquête	
2- Des Focus Group	
a- Echantillonnage	
b- Technique d'animation des groupes	
La dépendance socio-économique et l'autonomisation tardive des jeunes	8
1- Une jeunesse dans un processus de dépendance-autonomisation	
2- Marginalisation et exclusion Socio-économique	
a- Les Catégories les plus vulnérables	
b- Les caractéristiques	
L'édifice des valeurs, de l'estime de soi, des représentations sociales et des centres d'intérêts	13
1- Les valeurs	
a- Les valeurs personnelles	
b- Aspiration à des valeurs nouvelles	
2- L'estime de soi	
a- La satisfaction scolaire	
b- La satisfaction professionnelle	
c- Les comparatifs parents	
d- La projection dans deux ans	
e- Croisement des résultats	
3- Les centres d'intérêts	
4- Les représentations sociales	20
A- Le niveau de confiance à l'égard des acteurs politiques	
A.1 Un faible niveau de confiance à l'égard des acteurs classiques de la scène politique	
A.2 Un bon niveau de confiance à l'égard du citoyen et de la société civile	
B- Les représentations du changement	28
1- Les changements actuels	
2- Le changement Radical	
3- Le changement par les jeunes	
4- Les moyens du changement	
5- Les projections du changement	
La faible représentativité politique des jeunes	32
1- le manque de compétences et d'expériences des jeunes	
2- Le Conflit générationnel	
Les Facteurs du désengagement des jeunes et la perception négative du rôle politique	
1- Précarité socio-économique	
2- Des valeurs individualistes et solitaires	
3- L'altération de l'estime de soi	
4- Faible confiance dans les acteurs classiques de la scène politique	
5- L'altération de la représentation du changement	
6- La Faible représentativité politique des jeunes	
Conclusion	43
Bibliographie	
Annexes	

## Introduction

L'objet de cette étude est d'établir un état des lieux de la participation des jeunes à la vie politique et associative ainsi qu'une lecture des principaux facteurs favorisant la réticence des jeunes quant à cette participation.

Resituer la problématique dans un contexte mondial nous permettrait de constater que plusieurs organismes, auteurs et chercheurs se sont penché sur la question : « Plus connectés que jamais, les jeunes femmes et jeunes hommes sont de plus en plus influents sur le cours de leurs communautés et pays. En même temps, cette jeune génération doit faire face à de nombreux obstacles telles que la discrimination, la marginalisation ainsi que le manque d'accès aux opportunités, et de voix dans la prise de décision. Au niveau mondial, alors que plus d'un quart des jeunes hommes et femmes ne sont pas inclus dans l'éducation, l'emploi ou la formation (NEET), leur nombre est très élevé dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) s'élevant à 41% »<sup>1</sup>.

Au niveau local, Dans un climat de défiance généralisée quant à la campagne anticorruption menée par le gouvernement et de lutte contre le terrorisme. Sur fond de non condamnation des instigateurs des assassinats politiques qui ont secoué le pays en 2013, de contestation contre la loi de réconciliation nationale, contre la loi de réforme du secteur de la sécurité et contre de la loi de finance 2018; beaucoup de jeunes assistent, spectateurs d'une scène politique aux circonvolutions multiples, dans la plus part des cas avec peu de moyens et de compétences pour prendre réellement part aux enjeux qui se trament.

Par ailleurs, bien que la constitution de la deuxième République Tunisienne consacre un intérêt nouveau pour les jeunes : « La jeunesse est une force vive dans la construction de la nation. L'Etat veille à assurer aux jeunes les conditions nécessaires au développement de leurs capacités, de leur prise des responsabilités et à élargir et généraliser leur participation à l'essor social, économique, culturel et politique »<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Rapport de la Banque Mondiale pour la reconstruction et le développement. 2014

<sup>2</sup> Article 8 de la Constitution de la République Tunisienne. 2014



Bien que la nouvelle loi électorale tunisienne consacre un quota dans les listes devant obligatoirement comprendre parmi les quatre premiers candidats au moins un jeune de 35 ans.<sup>3</sup>

Les avis concordent, et ceux des jeunes surtout, pour constater que cette jeunesse se détourne de la vie politique et associative.

Nous allons à travers cette étude tenter de repérer les facteurs qui contribuent au désengagement des jeunes et ce, sur la base d'une étude menée sur terrain auprès d'un échantillon de 480 jeunes entre 15 et 25 ans.

Les hypothèses que nous nous proposons de confirmer sont les suivantes :

- 1- Les difficultés d'accès à l'indépendance socio-économique contribuent au désengagement des jeunes de la vie publique.
- 2- L'édifice des valeurs, représentations sociales et estime de soi des jeunes sont en rupture avec la classe politique qui intervient dans la gestion des affaires politiques du pays.
- 3- La faible représentativité des jeunes dans les instances dirigeantes de l'état ou celles des partis politiques constitue un facteur de démobilisation des jeunes.

---

<sup>3</sup> Article 25 de la Loi électorale 2014.

## **Méthodologie :**

Le dispositif qui a été mis en place pour mener à bien de cette étude se décline comme suit :

### **3- Un questionnaire d'enquête :**

#### **a- Echantillonnage :**

L'échantillon est constitué de 480 jeunes âgés de 15 à 35 ans également réparti entre les sexes, touchant les trois grandes régions géographiques du pays (Région Nord-Ouest, La région du Sud et la région de la côte).

- Les questionnaires d'enquête ont été administrés de manière égale entre filles et garçons.
- Deux tranches d'âge ont été distinguées dans l'échantillon à savoir les 15-25 ans et les 25-35 ans. Les questionnaires ont été administrés de manière égale entre les deux tranches d'âge.
- La région du Nord-Ouest a été représentée par les Gouvernorats de Jandouba et du Kef. La région du sud a été représentée par les gouvernorats de Gafsa, Medenine et Tataouine. La région de la côte a été représentée par les gouvernorats de Sfax, Ariana et Manouba.

#### **b- Administration du questionnaire d'enquête :**

L'administration du questionnaire a été effectuée par des enquêteurs non professionnels qui ont bénéficié d'une initiation aux techniques de passation des questionnaires d'enquête.

Dans certains cas le questionnaire a été administré en face à face, dans d'autres il a été auto-administré.

#### c- Dépouillement :

Le dépouillement a été effectué sur SPSS 24.

#### d- Les limites du questionnaire d'enquête :

Nous n'avons pas pu compter sur des enquêteurs professionnels pour l'administration de ce questionnaire, répartis sur l'ensemble des gouvernorats de la république.

Nous avons travaillé avec une équipe bénévole de la LTDH qui a été extrêmement disciplinée et intègre.

Nous avons dû choisir des gouvernorats au détriment d'autres, en fonction de la disponibilité des enquêteurs, de leur profil et des spécificités de chaque gouvernorat par rapport à la région qu'il représente.

Nous n'avons pas pu faire émerger la variable le milieu/ rural au courant du dépouillement de l'enquête pour manque de données.

La taille de l'échantillon a été également choisie en fonction du temps imparti pour l'élaboration de l'étude.

#### 4- Des Focus Group :

##### a- Echantillonnage :

Deux Focus group de moins de 35 ans ont été animés :

- Un premier groupe de 11 participants
- Un deuxième groupe de 18 participants.

Les participants des deux groupes sont des jeunes engagés dans la société civile, proches ou adhérents à la LTDH, faisant parti par ailleurs de structures partisans et/ ou associatives.

##### b- Technique d'animation des groupes :

La méthode Scanner a été utilisée pour animer les deux groupes par le biais d'un mini questionnaire (Voir mini questionnaire en annexes).

## **I La dépendance socio-économique et l'autonomisation tardive des jeunes**

### **1- Une jeunesse dans un processus de dépendance-autonomisation :**

Jean-Claude Richez définit la jeunesse du point de vue sociologique comme « une période de transition entre l'enfance et l'âge adulte au cours de laquelle le jeune se construit comme sujet autonome... les sociologues considèrent que la décohabitation de chez les parents, l'accès à un emploi, la mise en couple stable marquent la sortie de la jeunesse »<sup>4</sup>.

Maria Geka met en exergue les traits caractéristiques de la jeunesse d'aujourd'hui qui sont « la prolongation des études, la dépendance économique et l'entrée tardive dans le monde du travail »<sup>5</sup>.

J.C Richez rejoint M. Geka dans l'identification de ces caractéristiques et insiste sur certaines caractéristiques : « la précarité, une génération mieux formée, l'assistantat familial et la prépondérance de l'écran »<sup>6</sup>.

Ces définitions mettent en exergue l'importance de l'inscription des jeunes dans un processus évolutif qui passe de la dépendance des parents à l'autonomisation économique se traduisant par l'accès au monde du travail, et à l'autonomisation sociale qui se traduit souvent sous nos cieux par la mise en couple, le mariage et la constitution d'un noyau familial propre. Nous allons développer dans ce qui va suivre les entraves à ce processus d'autonomisation et d'accès à l'âge adulte à travers les résultats de l'enquête sur terrain et ceux des Focus Group.

### **2- Marginalisation et exclusion Socio-économique**

#### **a- Les Catégories les plus vulnérables :**

##### **a.1- Les diplômés au chômage**

D'après les dernières statistiques de l'Institut National de statistique (INS), le taux de chômage a atteint 15,3% au troisième trimestre 2017 (12,3%

---

<sup>4</sup> « Qu'est-ce qu'être jeune dans la société d'aujourd'hui », conférence donnée par Jean-Claude Richez coordonnateur de la mission observation / évaluation de l'Institut de la Jeunesse et de l'Education Populaire (INJEP). 2012

<sup>5</sup> « Valeurs et représentations sociales du politique pendant la jeunesse : Analyse de la construction sociale et individuelle d'un objet ». Maria Geka. Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.

<sup>6</sup> « Qu'est-ce qu'être jeune dans la société d'aujourd'hui ». J.C Richez

chez les garçons et 22,8% chez les filles). Le taux de Chômage des diplômés a atteint 30,6% à la même période (INS).

Selon le rapport de l'UNFPA, le taux de chômage des jeunes âgés de 15-29 ans est passé de 25% en 2007 à 33,2% en 2013. 38% des chômeurs sont en recherche d'emploi depuis plus de deux ans.<sup>7</sup>

Ces chiffres mettent en exergue l'importance du phénomène général et celui qui concerne les diplômés en particulier. La non inscription dans la chaîne de production et de consommation sur le plan économique et social renforce la marginalisation et l'exclusion. « Les diplômés au chômage sont en droit de revendiquer l'emploi parce qu'ils ont un diplôme et qu'ils ont une dette lourde à rembourser à leurs familles qui pend comme une épée de Damoclès au-dessus de leurs têtes » dit un des participants aux focus group. Cette dette ils l'expriment souvent « par le sacrifice consentie par la famille pour l'envoyer à l'école et à l'université ».

Concernant les résultats de l'enquête, 53,3% des jeunes interviewés âgés entre 15 et 35 ans ne travaillent pas (ni en stage payé, ni dans un programme via bureau de l'emploi, ni travail journalier, ni CDD, ni CDI, ni en libre pratique)

- Répartition sexuelle des pourcentages : 61,2% des filles sont au chômage contre un pourcentage de 46,8% des garçons.
- Répartition par tranche d'âge du chômage : 65,5% des 15-25 ans sont au chômage (ce pourcentage concerne ceux qui ne sont inscrits ni dans un circuit de scolarité ni dans un processus de formation) contre 45,3% des 25-35 ans.
- Répartition régionale des pourcentages : Un pic de 75,6% est enregistré à Gafsa, suivi de Tataouine (70,6%) et l'Ariana (61,9%). Le pourcentage le plus bas est enregistré à Jandouba (31,7%).

Nous relevons à travers ces résultats, que notre échantillon est composé d'un très grand nombre de chômeurs dont le pourcentage dépasse la moyenne nationale.

Nous allons prendre en compte dans l'analyse des résultats l'exacerbation de cette variable et son impact sur les autres variables qui seront développées dans ce qui va suivre.

---

<sup>7</sup> « Défis de la Jeunesse Tunisienne », Fonds des Nations Unis pour la Population. 2015



Nous relevons également que dans le cas d'espèce, le chômage touche les filles plus que les garçons, la tranche d'âge des 15-25 ans plus que la tranche d'âge des 25-35 ans et se situent géographiquement de manière massive dans les gouvernorats du Sud.

#### a.2- les NEET :

Cette catégorie est définie par sa non inclusion : «ni dans l'éducation, ni dans l'emploi, ni dans la formation »<sup>8</sup>.

Le rapport de l'UNFPA souligne que « 18 % des jeunes sont inactifs et ne sont ni dans l'emploi, ni dans le travail, ni dans la formation. Cette catégorie de jeunes est la plus préoccupante et concerne plus de femmes que d'hommes »<sup>9</sup>

Les caractéristiques de cette catégorie se distinguent donc par une cohabitation de la non scolarisation ou une déscolarisation précoce avec le chômage ou le travail informel.

Nous allons voir à travers les résultats de l'enquête les degrés d'interdépendance de ces différentes variables.

- 62,1% des interviewés non scolarisés sont au chômage
- 50% des non scolarisés qui travaillent ont un emploi journalier et 25% dans la libre pratique.
- Il est à noter que 0% des non scolarisés travaillent à travers un programme des bureaux de l'emploi ou autre programme pour l'emploi. 0% en CDI et 8,3% en CDD.
- 34% de ceux qui sont déscolarisés avant la 9ème année de base et qui travaillent ont un emploi journalier
- 55,9% des ceux qui sont déscolarisés avant le baccalauréat ont un emploi journalier.

Nous observons de fortes interdépendances entre non scolarisation /déscolarisation et chômage/ travail informel. D'autant que nous relevons que 0% des non scolarisés bénéficient d'un mécanisme pour l'emploi à travers le bureau de l'emploi.

Ces variables démontrent que la non scolarisation et la déscolarisation précoce ont un impact sur le chômage et la nature de l'emploi. Ce sont également deux facteurs constitutifs et aggravants de la marginalisation économique et de l'exclusion sociale.

---

<sup>8</sup> Rapport de la Banque Mondiale pour la reconstruction et le développement. 2014

<sup>9</sup> « Défis de la Jeunesse Tunisienne », Fonds des Nations Unis pour la Population. 2015

## **b- Les caractéristiques :**

### **b.1- La précarité de l'emploi et travail informel :**

L'organisation Internationale du travail définit l'emploi précaire « par l'incertitude sur la durée de l'emploi, l'éventualité d'employeurs multiples ou d'une relation de travail déguisée ou ambiguë, l'absence d'accès à la protection sociale et aux avantages habituellement associés à l'emploi, une rémunération faible, et des obstacles juridiques et pratiques considérables pour adhérer à un syndicat et négocier collectivement »<sup>10</sup>.

Partant de cette définition, nous pourrions définir les caractéristiques du travail précaire comme étant un travail qui se fait sans contrat, sans sécurité sociale, tributaire de la demande du marché et dans des conditions de travail non conformes à des normes de sécurité préétablie associés à un faible revenu.

Ces différentes caractéristiques sont également celles des emplois journaliers qu'un fort pourcentage de jeunes effectue. D'après le rapport de la Banque Mondiale « Plus de 75% des jeunes travailleurs n'ont pas de contrat de travail sécurisé et d'accès à la protection sociale... Les jeunes employés tunisiens travaillent dans des emplois peu qualifiés dans des secteurs à faible productivité (85% des jeunes de milieu rural travaillent dans des emplois qui ne nécessitent pas le niveau du secondaire et 67% du milieu urbain) »<sup>11</sup>

L'enquête sur terrain montre que :

- Le travail journalier non qualifié est répandu surtout chez les non-scolarisés (50%) et chez ceux qui sont déscolarisés avant le baccalauréat (55,9%). Sur l'ensemble de l'échantillon, 27,4% de ceux qui travaillent ont un emploi journalier (56,4% des garçons et 43,6% des filles).
- Ceux qui ont un niveau universitaire et qui travaillent se répartissent relativement de manière égale quant aux différents types de contrat : 20,8% en CDD, 19,8% CDI et 16% en libre pratique. 43,5% travaillent dans

---

<sup>10</sup> « Du travail précaire au travail décent : Document final du colloque des travailleurs sur les politiques et les réglementations destinées à lutter contre l'emploi précaire ». Organisation Internationale du travail. 2012

<sup>11</sup> Rapport de la Banque Mondiale pour la reconstruction et le développement. 2014

le cadre d'un stage payé, un emploi journalier ou à travers un mécanisme du bureau de l'emploi.

- A travers les résultats de l'enquête, nous relevons qu'il y a un grand nombre des jeunes interviewés qui travaillent dans des emplois précaires (27% de ceux qui travaillent), parmi les diplômés également, mais surtout chez les non scolarisés et les déscolarisés.

La précarité de l'emploi a une incidence directe sur la détérioration de la qualité de vie et de travail des jeunes, leur statut social, leurs aspirations et leurs positionnements notamment si l'emploi précaire devient un mode de subsistance qui s'installe dans la durée et un mode d'être. « Le travail précaire prive les gens de la stabilité nécessaire pour prendre des décisions à long terme et planifier leur vie. Les travailleurs temporaires en particulier sont dans l'incapacité de prévoir de se marier, d'avoir des enfants, ou d'acheter une maison en raison des incertitudes sur la poursuite de leurs contrats, et de la faiblesse de leur rémunération »<sup>12</sup>.

Le contexte de la crise économique actuelle est un facteur aggravant de la dépendance des jeunes à leurs familles et l'augmentation de la pression familiale et sociale pour une autonomisation rapide, les familles de plus en plus démunies ne pouvant plus subvenir aux besoins grandissants de leur progéniture. Ce contexte est un facteur favorable pour l'augmentation de la frustration et de la violence familiale et sociale.

Le rapport de l'UNFPA souligne les problèmes pointés du doigt par les jeunes qui se déclinent comme suit :

- « L'inadéquation des programmes scolaires avec le marché du travail.
- Le processus et les critères d'embauche considérés comme discriminatoires (Le piston, la corruption, le népotisme, le régionalisme et le favoritisme)
- Le sous-emploi et l'emploi informel »<sup>13</sup>

## **b.2- Un comportement caractérisé par des passages à l'acte :**

- L'émigration clandestine :  
D'après une enquête menée par le Forum Tunisien pour les droits économiques et sociaux conjointement avec la Fondation Rosa Luxemburg,

---

<sup>12</sup> « Du travail précaire au travail décent : Document final du colloque des travailleurs sur les politiques et les réglementations destinées à lutter contre l'emploi précaire ». Organisation Internationale du travail. 2012

<sup>13</sup> « Défis de la Jeunesse Tunisienne », Fonds des Nations Unis pour la Population. 2015



54,6% des jeunes déclarent vouloir émigrer et 31% trouvent que l'émigration en est le moyen.<sup>14</sup>

Les principales causes répertoriées, sur la base d'une trentaine d'entretiens avec des jeunes et sur la base de l'analyse de documents et de données statistiques sont l'arrêt scolaire précoce, le chômage, la fuite en avant vers une anti-culture, la « gangrénisation » de l'imaginaire.<sup>15</sup>

- Le suicide : Un taux de suicide en augmentation, 3,3 pour cent mille habitants en 2015 selon Fatma Charfi, présidente du comité technique de lutte contre le suicide auprès du ministère de la santé.<sup>16</sup>
- Les équivalents suicidaires (La Toxicomanie, la délinquance) : des comportements qui versent dans l'autodestruction ou la fuite de la réalité.
- L'extrémisme violent et la radicalisation

Dans ce sens la Marginalisation et l'exclusion dus au non accès à l'indépendance socio-économique et à l'autonomisation qui sont générateurs de frustration, constituent à eux seuls des bombes à retardement qui ont à plusieurs niveaux, multiples répercussions sur la vie des jeunes. Un projet de société incluant les jeunes ne pourrait se concevoir sans mettre le doigt sur ces questions cruciales de survie et une culture citoyenne se mettre en place sans déterminer le dispositif éthique des droits et devoirs dans le respect d'autrui et du bien commun.

## **II L'édifice des valeurs, de l'estime de soi, des représentations sociales et des centres d'intérêts :**

### **1- Les Valeurs :**

Il est courant d'entendre dire par des analystes et intervenants sociaux, politiques ou dans tout autre domaine de la vie publique qu'il y a une crise des valeurs en Tunisie. Un sentiment général partagé d'effritement des valeurs structurantes de la société qui s'exprime au meilleur des cas par «les gens n'ont plus les mêmes valeurs ».

---

<sup>14</sup> Enquête menée par le Forum Tunisien pour les droits économiques et sociaux et la Fondation Rosa Luxemburg sur l'émigration clandestine

<sup>15</sup> دراسة حول الهجرة الغير الشرعية". المعهد التونسي للدراسات الاستراتيجية. أكتوبر 2017

<sup>16</sup> « Fatma Charfi : Le nombre des suicides en Tunisie est en augmentation depuis plus de dix ans », interview du 23 Septembre 2016 dans la version en ligne de Jeune Afrique.

Nous nous intéresserons dans cette partie de l'étude à identifier les valeurs communes aux jeunes et leur impact sur leur positionnement sur la scène publique.

#### a- Les Valeurs personnelles

Selon les résultats de l'enquête, les valeurs les plus importantes pour les jeunes interviewés sont les suivantes :

Valeurs	% des interviewés
La Famille	79,5%
L'Argent	54,1%
Le Travail	36,3%

Selon les résultats de l'enquête, les valeurs les moins importantes pour les jeunes interviewés sont les suivantes :

Valeurs	% des interviewés
La Connaissance	14,5%
L'Amitié	12,9%
L'Engagement pour un projet	9,3%

En observant le socle des trois plus importantes valeurs pour les jeunes à savoir la famille/ l'argent et le travail, nous remarquons qu'ils adhèrent dans leur grande majorité au socle des valeurs parentales et sociales (conformément au modèle de la réussite du point de vue des parents et de la société) et qu'il n'y pas de rupture au niveau de ces valeurs avec la génération des parents ni avec les normes sociales.

Ces valeurs confirment en outre l'aspiration des jeunes à l'autonomisation économique et à la constitution d'un noyau familial.

En observant les trois valeurs les moins importantes pour les jeunes, à savoir la connaissance/ l'amitié et l'engagement pour un projet, nous supposons qu'il y a une lacune dans le système d'éducation et de l'enseignement qui n'a pas réussi à promouvoir la culture de la connaissance

aux yeux des jeunes et qui fait qu'il y a une forte dévaluation de l'importance de la « connaissance » dans le socle de valeur des jeunes.

Quant aux deux autres valeurs, à savoir l'amitié et l'engagement pour un projet, nous allons les croiser avec les valeurs nouvelles pour en faire une lecture.

#### *b- Aspiration à des Valeurs nouvelles*

<i>Valeurs</i>	<i>% des interviewés</i>
<i>Respect</i>	<i>38,7%</i>
<i>Religion</i>	<i>32,8%</i>
<i>Sécurité</i>	<i>32,4%</i>
<i>Justice Sociale</i>	<i>28,1%</i>
<i>Souveraineté</i>	<i>24,3%</i>
<i>Transparence</i>	<i>20,6%</i>
<i>Libertés individuelles et publiques</i>	<i>18,7%</i>
<i>Citoyenneté</i>	<i>17,7%</i>
<i>Solidarité</i>	<i>11,6%</i>

En tête des valeurs nouvelles auxquelles aspirent les jeunes, nous relevons le respect, la religion et la sécurité. La quête d'un ordre préétabli se cacherait-elle derrière ces valeurs ?

Ces valeurs viennent, sans doute, conforter la triade des valeurs personnelles les plus importantes pour les jeunes (Famille/ Argent/ Travail). Dans son ensemble le socle de valeur des jeunes est conforme au socle des normes et valeurs conservatrices de la société.

Il est important de noter qu'en dernière position de l'arsenal des valeurs auxquelles aspirent les jeunes, apparaît la solidarité.

Nous mettrons en rapport l'amitié et l'engagement pour un projet avec la solidarité. Il semble qu'à travers la non adhésion à ces valeurs, les jeunes

s'inscrivent plutôt dans un principe d'autonomisation solitaire où il ne s'agit pas d'aider ou d'être aidé par un(e) ami(e).

Par ailleurs, l'engagement pour un projet est un apprentissage. Si le jeune n'a pas été confronté à cette expérience, elle peut ne rien signifier pour lui. Par contre cette expérience, a besoin que celui qui la mène croit en la solidarité et peut être en l'amitié.

Le profil général qui se dégage de l'échantillon des jeunes interviewés, c'est que ce sont des jeunes qui adhèrent dans leur majorité au socle des valeurs conservatrices de la société (Famille, travail, argent, respect, religion, sécurité), et qu'ils s'inscrivent dans un principe d'autonomisation individualiste et solitaire.

## 2- L'estime de soi :

« Les jeunes manquent de confiance en eux-mêmes et en les autres », déclare un des jeunes participants aux Focus Group.

Nous allons tenter d'aborder la question de l'estime de soi à travers quatre variables qui contribuent fortement à son renforcement.

### a- La satisfaction scolaire :

59,5% des jeunes interviewés qui sont scolarisés estiment qu'ils sont « très satisfaits » et « satisfaits » de leur scolarité.

40,1% estiment qu'ils « ne sont pas satisfaits » et qu'ils ne sont « nullement satisfaits » de leur scolarité.

### b- La satisfaction professionnelle :

61,8% des jeunes interviewés qui travaillent estiment qu'ils sont « très satisfaits » et « satisfaits » de leur travail.

38,3% estiment qu'ils ne sont pas « satisfaits » et qu'ils ne « nullement satisfaits » de leur travail.

c- Les comparatifs parents :

46,1% des jeunes interviewés estiment que leur niveau de niveau est meilleur que celui de leurs parents.

39,8% estiment que leur niveau de vie est équivalent à celui de leurs parents.

14% estiment que leur niveau de vie est moindre que celui de leurs parents.

d- La Projection dans deux ans :

59,2% des jeunes interviewés estiment que leur niveau de vie sera meilleur dans deux ans.

32,8% estiment que leur niveau de vie ne changera pas.

8% estiment que leur niveau de vie va empirer dans les deux prochaines années.

e- Croisement des résultats :

Quand nous croisons les résultats de ces différentes variables nous constatons que :

- La satisfaction scolaire permettrait aux jeunes de se situer de manière évolutive et positive par rapport à la génération des parents.

Exemple : 57,1% de ceux qui sont « très satisfaits » de leur scolarité estiment que leur niveau de vie est meilleur que leurs parents contre 36% de ceux qui ne sont « nullement satisfaits » de leur scolarité.

- La satisfaction scolaire permettrait aux jeunes de se projeter plus positivement dans l'avenir.

Exemple : 86,4% des très satisfaits de leur scolarité estiment que leur situation va s'améliorer dans les deux prochaines années contre 53,8% de ceux qui ne sont nullement satisfaits.

- La satisfaction professionnelle permettrait également aux jeunes de se situer de manière évolutive par rapport à la génération des parents.

Exemple : une moyenne de 52,25% des « très satisfait »s et des « satisfaits » de leur vie professionnelle estiment que leur niveau de vie est meilleure que celui de leur parents contre une moyenne de 29,5% des « pas satisfaits » et des « nullement satisfaits ».

- La satisfaction professionnelle permettrait également aux jeunes de se projeter de manière plus positive dans l'avenir.

Exemple : Une moyenne de 76,15% des « très satisfaits » et des « satisfaits » estiment que leur situation va s'améliorer dans les deux prochaines années contre une moyenne de 30,7% de ceux qui ne sont « pas satisfaits » et « nullement satisfaits » de leur vie professionnelle.

Il paraît d'après les résultats de ces croisements que la satisfaction scolaire ainsi que la satisfaction professionnelle permettraient au jeune de se situer dans un continuum évolutif entre le passé (la génération des parents) et l'avenir (les projections), ce qui serait en faveur d'un renforcement de l'estime de soi.

Dans le cas contraire, c'est-à-dire le cas d'une insatisfaction scolaire ou professionnelle, il y aurait une forte probabilité que le jeune se situe dans un continuum involutif entre le passé et l'avenir, ce qui altérerait l'estime de soi.

Nous allons voir dans les prochains développements l'impact d'une bonne estime de soi sur la perception positive du rôle politique chez les jeunes.



### 3- Les centres d'intérêts :

Les résultats de l'enquête révèlent que les centres d'intérêt qui remportent l'adhésion des jeunes interviewés sont les suivants :

Centres d'intérêts	% des enquêtés
Le sport	47,3%
Les nouvelles Technologies	40,2%
Art et culture	34,4%

Les centres d'intérêt qui remportent le moins l'adhésion des jeunes sont les suivants :

Centres d'intérêts	% des enquêtés
Sciences de la religion	20,6%
Sciences Humaines	18, 3%
La politique	13,9%

Nous notons que les trois centres d'intérêts qui remportent l'adhésion des jeunes ont pour point commun leur aspect ludique. Par contre la politique vient en dernier lieu de leurs centres d'intérêts.

Si nous croisons ce résultat avec un résultat précédent qui est celui de considérer l'engagement pour un projet comme la valeur la moins importante, nous pouvons supposer que l'engagement pour un projet politique serait peu attrayant pour les jeunes.

#### 4- Les représentations sociales :

Nous allons aborder l'axe des représentations sociales à travers la confiance à l'égard des acteurs politiques et la représentation du changement.

##### A- Le niveau de confiance à l'égard des acteurs politiques :

###### A.1 Un faible niveau de confiance à l'égard des acteurs classiques de la scène politique :

Les acteurs politiques qui provoquent la défiance des jeunes selon les résultats de l'enquête se déclinent comme suit dans l'ordre :

	Les acteurs politiques	Pas de confiance
1	Les partis politiques	67%
2	Les députés	64%
3	Les Hommes d'affaires	57%
4	Les Imams	51%
5	Les médias	47%

##### a- La Défiance à l'égard des partis politiques :

Les résultats de l'enquête révèlent un pourcentage de défiance de 67% des jeunes interviewés à l'égard des partis politiques.

###### - Répartition des pourcentages selon les sexes :

Les garçons marquent une plus grande défiance à l'égard des partis politiques avec un pourcentage de non confiance de 70,3% pour les garçons et 65,3% pour les filles.

###### - Répartition des pourcentages selon la tranche d'âge :

Les 15-25 ans et les 25-35 ans marquent le même pourcentage de non confiance à l'égard des partis politiques à savoir 68,1%.



- Répartition des pourcentages selon les régions :

78% des jeunes interviewés dans le gouvernorat de Jandouba n'ont pas confiance dans les partis politiques, suivis des jeunes de Tataouine et de l'Ariana (71%).

En dernier, les jeunes de Medenine déclarent qu'ils n'ont pas confiance dans les partis politiques avec un pourcentage de 57,9%.

Nous observons une défiance à l'égard des partis politiques tout âge confondus, marqués légèrement plus chez les garçons, dont les pics se distribuent également dans les gouvernorats des Trois grandes régions (région du Nord-Ouest, région du sud et la région côtière).

b- La défiance à l'égard des députés :

Les résultats de l'enquête révèlent un pourcentage de défiance de 64% des jeunes interviewés à l'égard des députés.

- Répartition des pourcentages selon le sexe :

Les filles marquent plus leur défiance à l'égard des députés que les garçons (66,4% pour les filles et 62,9% pour les garçons)

- Répartition des pourcentages selon la tranche d'âge :

Les 15-25 ans marquent plus leur défiance à l'égard des députés (68,3%) que les 25-35 ans (61,7%)

- Répartition des pourcentages selon la région :

Les jeunes de La région du Nord-Ouest marquent le pourcentage maximal de défiance à l'égard des députés (Le Kef avec 71% et Jandouba 70,5%)

Les jeunes de la région du sud marquent un pourcentage de défiance Supérieur à la moyenne avec 68,4% à Gafsa, 67,9% à Medenine et 66,1% à Tataouine.

Les jeunes de la région de la côte marquent un pourcentage de défiance à L'égard des députés de 65% à Sfax, 60,9% à l'Ariana et les jeunes de Manouba marquent le plus faible pourcentage de défiance à l'égard des Députés de l'échantillon avec 46,6%.

Il serait probablement possible d'en conclure que les jeunes de la région du Nord –Ouest et du sud, les filles plus que les garçons et ceux âgés de 15-25 ans se sentiraient les moins représentés par les députés.

### c- La défiance à l'égard des hommes d'affaires :

L'enquête révèle un pourcentage de défiance de 57% des jeunes interviewés à l'égard des hommes d'affaires.

- Répartition des pourcentages selon les sexes :

63,5% des garçons interviewés déclarent leur défiance à l'égard des hommes d'affaires contre un pourcentage moins élevés chez les filles (51,1%)

- Répartition des pourcentages selon les tranches d'âge :

Les 25-35 ans sont plus défiant à l'égard des Hommes d'affaires contre 54,1% des 15-25 ans.

- Répartition des pourcentages selon les régions :

La défiance à l'égard des Hommes d'affaires n'est pas déterminée par le découpage régional (Nord-Ouest, Sud et Côte). Les plus forts pourcentages de défiance chez les jeunes sont retrouvés dans les gouvernorats de Gafsa avec 72,9%, suivi de Tataouine avec un pourcentage de 64,4%, le Kef (62,9%) et l'Ariana (61,9%).

- Dans les focus group, les jeunes participants ont pointé du doigt :

- La détérioration du secteur public : en insistant sur « La nécessité de protéger le secteur public » et qu' « Il faut prendre en considération l'importance et la sensibilité de certains secteurs comme l'éducation et la santé »
- La privatisation : en évoquant « L'absence de confiance dans le pouvoir de l'Etat concernant la gestion, l'organisation et le control du processus de privatisation » et en déclarant que « La privatisation n'est pas la solution, et qu'elle va approfondir l'écart entre les classes sociales et les régions »
- Les droits économiques et sociaux : en déclarant que « L'Etat doit garder sa souveraineté et garantir l'égalité des chances » et qu'il « doit intervenir pour garantir les droits socio-économiques du peuple » et mettre fin à « L'exploitation des employés »
- La corruption : en affirmant que « L'Etat est un organisme contrôlé par les hommes d'affaires », qu'il devrait s'acharner à « contrôler la mise en œuvre des sanctions contre les fraudeurs »

et mettre fin au « Monopole des richesses par certains hommes d'affaires »

d- La défiance à l'égard des religieux :

L'enquête révèle un pourcentage général de défiance des jeunes à l'égard des religieux de 51,8%.

- Répartition des pourcentages selon les sexes :

Il n'y a pas de différence notable entre les sexes quant à cette défiance (51,7% des garçons et des filles)

- Répartition des pourcentages selon les tranches d'âge :

Il n'y a pas non plus de différence notable entre les tranches d'âge concernant les pourcentages de cette défiance (52,4% des 15-25 ans et 51% pour les 25-35 ans)

- Répartition des pourcentages selon les régions :

La région du Sud marque une grande défiance des jeunes à l'égard des religieux. 84,2% des jeunes de Medenine déclarent se défier des religieux, suivis de ceux de Gafsa et de Tataouine 52,5%.

Dans la région du Nord-Ouest, les résultats sont plus contrastés. 54,1% des jeunes du Kef déclarent ne pas avoir confiance dans les religieux et le pourcentage passe à 40% pour les jeunes de Jandouba. Il est à noter que 23,3% des jeunes de Jandouba déclarent avoir une grande confiance en les religieux.

Dans la région côtière, 48,3% des jeunes de Sfax déclarent ne pas avoir confiance dans les religieux, suivis de ceux de l'Ariana avec 43,8% et en dernier ceux de Manouba avec 40,7%. Il est à noter également que 30,5% des jeunes de Manouba déclarent avoir une grande confiance en les religieux.

e- La défiance à l'égard des Médias :

- Répartition des pourcentages selon les sexes :

Les garçons marquent une plus grande défiance à l'égard des médias avec un pourcentage de 54,4% contre un pourcentage de 40,3% des filles.

- Répartition des pourcentages selon les tranches d'âge :  
48,1% des 25-35 ans déclarent ne pas avoir confiance dans les médias et 45,5% des 15-25 ans.
  
- Répartition des pourcentages selon les régions :  
Les jeunes de Tataouine sont en tête de liste pour marquer leur défiance à l'égard des médias avec un pourcentage de 69,5%, suivis de ceux de Gafsa avec 58,6% et de l'Ariana avec 51,6%.  
De Fortes disparités sont relevées avec le pourcentage minimum pour les jeunes de Jandouba (36%) et ceux de Manouba (35%).

Dans les focus group, les jeunes participants ont pointé du doigt la Convergence d'intérêts, en vue de maintenir leurs privilèges financiers et leur pouvoir, du triangle Hommes politiques, Médias et Hommes d'affaires en évoquant :

- o *La manipulation et la corruption des médias :*

*Ils déclarent que* « Ceux qui détiennent l'argent et le pouvoir détiennent les médias » et que « Les Parties politiques manipulent et contrôlent les médias ». Ils dénoncent dans les médias « la corruption et la présence des lobbys ». En, outre certains s'expriment sur le pouvoir de manipulation des médias en déclarant que « Les Parties politiques manipulent et contrôlent les médias » et que les médias manipulent l'opinion publique». Ils affirment que « Les médias ne sont pas neutres et objectifs » et que « Le but des médias est le gain financier ». Un jeune participant déclare que « Le discours médiatique et politique sont la cause de la réticence des jeunes »

- o *Le contrôle des médias :*

Les jeunes participants aux focus group affirment qu'il est nécessaire « de contrôler les médias ». Ils se posent la question si la Haute autorité indépendante de la communication audio-visuelle (HAICA) arrive à faire son « rôle comme il faut ». Ils dénoncent les pressions que subit la HAICA et la non application de ses décisions. Ils dénoncent également « L'absence de protection pour les membres de l'instance » et que « La société civile doit jouer un rôle de contrôle et de pression sur les médias »

- La liberté d'expression :

Les jeunes participants aux focus group déclarent que « L'Etat ne protège pas les professionnels des médias et leurs droits » et que les professionnels des médias bénéficient faiblement « du soutien de la société civile »

« Les jeunes professionnels des médias » souffriraient de « L'absence d'encadrement, d'opportunités et de garanties »

- Les médias alternatifs :

La question éthique se pose pour les jeunes participants concernant les médias alternatifs quant aux dangers des réseaux sociaux notamment en l'absence du contrôle parental concernant les plus jeunes.

« Les nouvelles formes de médias alternatifs (YouTube, Facebook, jeux vidéo en ligne) présentent un danger pour les jeunes et les enfants en absence de contrôle familial et de sensibilisation en la matière »

Une deuxième question se pose pour les jeunes participants concernant les médias alternatifs notamment pour véhiculer la culture des droits Humains. « Comment peut-on utiliser les médias alternatifs pour diffuser les valeurs de droits de l'Homme et de la citoyenneté ? »

### *A.2 Un bon niveau de confiance à l'égard du citoyen et de la société civile :*

Les acteurs politiques qui provoquent une grande confiance chez les jeunes interviewés selon les résultats de l'enquête se déclinent dans l'ordre comme suit :

	Les acteurs politiques	Grande confiance
1	Les citoyens	45,6%
2	La justice	38,8%
3	La police	38,4%
4	Les mouvements sociaux	31,4%
5	Les associations	28%
6	Les syndicats	21%



#### a- La confiance à l'égard du citoyen :

- Répartition des pourcentages pas sexe :  
50,2% des filles ont une grande confiance dans le citoyen contre 40,6% chez les garçons.  
34,7% des filles ont une confiance relative dans le citoyen contre 39,3% pour les garçons.
- Répartition des pourcentages par tranche d'âge :  
Il n'y pas de différence notable entre les 15-25 ans et les 25-35 ans. Le pourcentage correspond à peu près à la moyenne de 45,6%.
- Répartition des pourcentages par région :  
Les disparités relevées sont spécifiques à chaque gouvernorat et ne correspondent pas au découpage géographique (Nord-Ouest, Sud, Côte).  
75,4% des jeunes de Medenine accordent une grande confiance au citoyen, suivis des jeunes de Manouba (53,3%) et ceux du Kef (45,2%).

#### b- La confiance dans le corps de la sécurité et de la justice :

La confiance à l'égard du corps de la sécurité et de la justice ont été relevés au niveau de l'enquête avec un pourcentage de grande confiance de 38,8% dans la justice et de 38,4% dans le corps de la sécurité.

Il est également important de remarquer une interdépendance entre les deux variables (ceux qui ont une grande confiance dans le corps de la sécurité ont également une grande confiance dans la justice. Il est de même pour les pourcentages de « confiance relative » et de « pas confiance »).

Nous pouvons supposer que ces pourcentages peuvent être dus au contexte d'insécurité que traverse le pays , et que les jeunes dans ce contexte s'attachent à des valeurs telles que la sécurité. Ceci rejoint des résultats développés plus haut sur l'importance de la valeur « sécurité » pour les jeunes.

### c- La confiance dans les mouvements sociaux :

- Répartition des pourcentages par sexe :  
33,5% des filles ont une grande confiance dans les mouvements sociaux et 29,1% des garçons.  
40,3% des filles ont une confiance relative dans les mouvements sociaux et 42,6% des garçons.
- Répartition des pourcentages par tranche d'âge :  
33,6% des 25-35 ans ont une grande confiance dans les mouvements sociaux et 29,4% des 15-25 ans.
- Répartition des pourcentages par région :  
Les disparités relevées sont spécifiques à chaque gouvernorat et ne correspondent pas au découpage géographique (Nord-Ouest, Sud, Côte).  
49,1% des jeunes de Médenine accordent une grande confiance aux mouvements sociaux, suivis de ceux de Sfax (37,9%) et ceux de Jandouba (36,7%).

### d- La confiance à dans les associations :

- Répartition des pourcentages pas sexe :  
30,4% des filles ont une grande confiance dans les associations et 26,3% des garçons  
46,8% des filles ont une confiance relative dans les associations et 39,8% des garçons.
- Répartition des pourcentages par tranche d'âge :  
32,8% des 15-25 ans ont une grande confiance dans les associations et 24,7% des 25-35 ans.  
42,4% des 15-25 ans ont une confiance relative dans les associations et 43,5% des 25-35 ans.
- Répartition des pourcentages par région :  
Des pics de grande confiance sont relevés à Jandouba avec 40,7% des jeunes interviewés déclarant avoir une grande confiance dans les associations, suivis des jeunes de Manouba (35%) et du Kef (32,3%).  
Des pics de confiance relative sont relevés à Sfax avec 58,3% des jeunes interviewés déclarant avoir une confiance relative dans les associations, suivis des jeunes de Gafsa (53,7%).

#### e- La confiance dans les syndicats :

- Les pourcentages de grande confiance baissent pour les syndicats et une moyenne de confiance relative égale à 41% pour l'ensemble de l'échantillon.
- Répartition des pourcentages pas sexe :  
23,2% des filles ont une grande confiance dans les syndicats et 18,5% des garçons.  
La confiance relative est également partagée entre les deux sexes avec une moyenne de 41,1%.
- Répartition des pourcentages par tranche d'âge :  
22,9% des 15-25 ans ont une grande confiance dans les syndicats et 19,1% des 25-35 ans.  
Un pourcentage proche de la moyenne (41%) concernant la confiance relative est également distribué entre les deux tranches d'âge.
- Répartition des pourcentages par région :  
Les disparités relevées sont spécifiques à chaque gouvernorat et ne correspondent pas au découpage géographique (Nord-Ouest, Sud, Côte).  
53% des jeunes de Médenine ont une grande confiance dans les syndicats, par contre 66,1% des jeunes interviewés de Tataouine n'ont pas confiance dans les syndicats et 52,4% des jeunes de l'Ariana ont une confiance relative dans les syndicats.
- Ce que nous constatons c'est que le découpage classique entre les trois grandes régions (Nord-Ouest, Sud et côte) sur la base des discriminations économiques, sociales et culturelles, ne se confirme pas dans la cartographie des adhésions des jeunes à tel ou tel autre acteur politique. Elles seraient probablement dépendantes des spécificités géographiques, économiques, sociales et politiques de chaque Gouvernorat.

#### B- Les représentations du changement :

##### 1- Les Changements actuels :

Les résultats de l'enquête révèlent que 64,9% des jeunes interviewés se représentent les changements actuels comme destructeurs sans disparités ni au niveau des tranches d'âge, ni au niveau des sexes, ni au



niveau de la Région (avec une exception pour les jeunes interviewés de Medenine dont 66% considèrent les changements actuels comme encourageants).

Ces taux reflètent les représentations négatives qu'ont les jeunes des changements qui se passent sur la scène publique. Ils n'hésitent pas à les qualifier de destructeurs.

### *2- Le changement radical :*

Face à cette situation, que pensent les jeunes du changement radical ? 86,3% des jeunes interviewés pensent que la société doit passer par une phase de changement radical.

- Faible disparité sexuelle 88,1% pour les filles et 84,5% pour les garçons.
- Très faible disparité par rapport à la tranche d'âge.
- Disparité régionale : Des pics sont notés à Tataouine (94,9%), Sfax et Manouba (91,4%) et le plus faible pourcentage à Medenine (68,4%).

Avec ce très haut pourcentage de la nécessité d'un changement radical, les jeunes marquent leur mécontentement et leur rejet quasi unanime des modes de fonctionnement actuels.

Mais comment les jeunes envisagent-ils le changement ?

### *3- Le changement par les jeunes :*

- Répartition par sexe :  
Une moyenne de 47,7% des filles pensent qu'il peut y avoir amélioration de la situation des jeunes si les jeunes accèdent aux postes de prise de décision contre une moyenne de 45,6% pour les garçons.
- Répartition par tranche d'âge :  
Une moyenne de 47,4% des jeunes interviewés âgés entre 15 et 25 ans pensent qu'il peut y avoir amélioration de la situation des jeunes si les jeunes accèdent aux postes de prise de décision contre une moyenne de 45,85% 25 et 35 ans.
- Répartition par région :  
Des disparités entre gouvernorats sont relevées au niveau de l'enquête avec un pic 65% des jeunes de Tataouine qui déclarent que l'accès au

postes de décision améliorera la situation des jeunes suivi de ceux de Gafsa (53,4%) et de Jandouba (51,7%).

Nous notons que le changement à travers l'accès des jeunes aux postes de décision ne récolte pas l'adhésion des jeunes de manière massive. Ils sont moins de la moitié à estimer qu'il y aura une amélioration pour les jeunes dans ce cas. Nous verrons dans les prochains développements ce qui fait que cette confiance à l'égard des jeunes demeure relative.

#### 4- Les moyens du changement :

- Les résultats de l'enquête nous permettent de classer dans l'ordre les moyens de changement tels que perçus par les jeunes :

	Les moyens du changement	% des interviewés
1	la réforme législative et le contrôle des institutions	45,9%
2	la mobilisation de la société civile	29,4%
3	Autre	8,8%
4	l'intervention de la police et de l'armée	7,9%
5	l'extrémisme violent	6,2%

- Disparité sexuelle : Les filles se représentent la réforme législative et le contrôle des institutions comme un moyen d'opérer le changement à un pourcentage de 53,1% et les garçons à un pourcentage de 41,9%. Elles sont moins nombreuses à opter pour la mobilisation de la société civile 24,6% et les garçons un pourcentage de 34,3%.
- Disparité par tranche d'âge : Il n'y a pas de disparités notables par tranche d'âge
- Disparités régionales : 71% des jeunes interviewés de Jandouba se représentent la réforme législative et le contrôle des institutions comme moyen d'opérer le changement, 61,4% à Medenine et 34,5% à Sfax. Les autres gouvernorats ont des valeurs autour de la moyenne de 45%.

Nous noterons que malgré le rejet des jeunes des changements qui se jouent actuellement sur la scène publique et l'aspiration à un changement radical, ils sont nombreux à estimer que les changements se font à travers la réforme et le contrôle des institutions de l'état ainsi que par le contrepouvoir de la société civile.

Il est également important de noter que 14,1% des jeunes interviewés estiment que le changement se fait par la violence (violence policière ou militaire et l'extrémisme violent).

Nous noterons que 8% estiment que le changement se fait par d'autres moyens.

Nous notons également que sur l'ensemble de l'échantillon, 22,1% des jeunes interviewés pensent que la réforme et le contrôle des institutions ainsi que le contrepouvoir de la société civile ne sont pas des moyens pour opérer le changement.

#### *5- Les projections du changement :*

##### *- Les formes d'organisations possibles :*

70% des jeunes interviewés se projettent dans des formes d'organisations telles que les associations, les syndicats, les mouvements sociaux et les partis politiques. 28,2% des jeunes interviewés ne se projettent dans « rien » (aucune forme d'organisation).

Disparité sexuelle : Les filles adhèreraient plus aux associations (33,9% contre 27% pour les garçons), aux partis politiques (13,4% contre 11,8% pour les garçons) et aux mouvements sociaux (14,2% contre 11,8% pour les garçons). Les garçons adhèreraient plus aux syndicats (16% pour les garçons contre 11,3% pour les filles).

Disparité par Tranche d'âge : Les pourcentages sont relativement proches entre les deux tranches d'âge. 14,7% des 15-25 ans s'organiseraient dans les associations contre 12,9% pour les 25-35 ans. Par contre 15,8% des 25-35 ans adhèreraient aux mouvements sociaux contre 10,4% des 15-25 ans.

Disparité Régionale : 69,9% des jeunes interviewés déclarent qu'ils pourraient s'organiser dans les structures partisanes, syndicales, associatives ou en rapport avec les mouvements sociaux et 30,5% dans les associations. 28,2% déclarent qu'ils ne pourraient s'organiser dans aucune de ces structures.

Dans les associations, s'engageraient les jeunes interviewés de l'Ariana (à un pourcentage de 49,9%), ceux de Sfax (45%) et de Tataouine (40%).

Dans les mouvements sociaux, s'engageraient les jeunes interviewés de Jandouba (28,3%), Kef (18%) et Manouba (13,3%).

Dans les syndicats, s'engageraient les jeunes interviewés de Gafsa (32,1%), du Kef (19,7%) et de Manouba (18,3%).

Dans les partis politiques, s'engageraient loin devant les autres les jeunes de Medenine avec un pourcentage de 50,9%, suivis de Manouba (16,7%) et de Gafsa (10,7%).

Nous observons qu'il n'y a pas de répartition des formes d'organisations possibles selon les grandes régions (Région du Nord, Région de la côte et Région du Sud).

Dans la représentation des jeunes, l'appartenance à une région ne les cantonne pas dans des formes d'organisations limitées par l'appartenance géographique. Quoi dans la région de Gafsa, vu les traditions syndicales spécifiques à la région, il n'est pas étonnant de relever que les jeunes se projettent plus dans cette forme d'organisation.

Il serait important de noter que les 28,2% des jeunes interviewés qui ne se projettent dans aucune forme d'organisation associative, syndicale ou partisane et qui constituent quasiment un tiers de l'échantillon, représentent une catégorie au potentiel encore non assimilable par les organisations opérantes sur la scène politique.

Ce potentiel de jeunes réticents à toute forme d'organisation est un enjeu de taille pour la société par ce qu'il peut verser dans la radicalisation comme se manifester sous d'autres formes imprévisibles sur la scène publique.

### **III La Faible représentativité politique des jeunes :**

Depuis 2011, les jeunes ont été perçus comme la force motrice et les acteurs du changement, or cela se traduit par un très faible pourcentage de représentativité dans la réalité de la scène politique post 2011, dans les instances de l'état comme dans celles de la société civile.

« Suite aux élections de l'ANC de 2011, les jeunes tunisiens se sont trouvés largement sous-représentés (4% des 216 membres de l'assemblée avaient moins de 30 ans) »

La nouvelle loi électorale impose des quotas de jeune et stipule qu'il doit y avoir un jeune de moins de trente-cinq ans parmi les quatre premiers noms de la liste.

Les chiffres montrent, par ailleurs, que seulement 6% des jeunes tunisiens sont réellement engagés dans la société civile. Ce faible taux pourrait être expliqué par le manque d'encadrement et de soutien des jeunes »<sup>17</sup>

Dans les partis politiques également, peu de jeunes sont actifs : « Le sondage d'opinion réalisé par l'Observatoire National de la Jeunesse en 2013 révèle que 2,7% des jeunes interrogés étaient engagés dans des partis politiques. »<sup>18</sup>

Nous allons tenter d'identifier les causes de cette faible représentativité des jeunes dans ces différentes instances.

1- Le manque de compétences et d'expériences des jeunes en matière d'exercice de la politique :

« Face à la problématique des quotas de jeunes, l'ANC s'est montré frileux. En effet, la commission de consensus a réduit la contrainte en proposant un article qui imposait un jeune de moins de trente-cinq ans parmi les quatre premiers noms de la liste. Ce recul provient notamment de la crainte affichée par les acteurs politiques de ne pas trouver de jeunes compétents pour occuper le poste de député »<sup>19</sup>

Est-ce que la non compétence en matière de politique serait un problème ressenti par les jeunes ?

Dans les focus group, certains participants ont déploré « le manque de compétences et d'expériences des jeunes en matière de politique et de leadership ». Ce constat rejoint le développement fait dans le cadre

---

<sup>17</sup> « Défis de la Jeunesse Tunisienne », Fonds des Nations Unis pour la Population. 2015

<sup>18</sup> « Défis de la Jeunesse Tunisienne », Fonds des Nations Unis pour la Population. 2015

<sup>19</sup> « La loi électorale Tunisienne aux yeux des acteurs politiques et des experts ». Mena Media Monitoring. 2014



d'une étude sur « les jeunes et les droits électoraux en Tunisie. Cité Ettadhmen comme exemple »<sup>20</sup>. Dans cette étude, les jeunes interviewés ont expliqué leur désintérêt de la scène politique par « leur incapacité de comprendre et ce qui se passe sur la scène politique et le discours des politiques ». Un jeune interviewé déclare « être incompetent en matière de politique ainsi que les autres jeunes de son quartier qui ont quitté l'école précocement, qui ne suivent pas ce qui se passe dans le monde de la politique et qui n'en parlent presque pas entre eux ».

L'auteur de l'étude relève par ailleurs, une interdépendance entre le niveau scolaire des jeunes et les degrés de conscience politique.

Le faible niveau scolaire ainsi que le manque de formation citoyenne, civile et politique, le manque de formation en leadership seraient déterminants dans le sentiment qu'on les jeunes d'être incompetents en la matière et d'être perçu comme tel. Cela renforcerait le repli sur soi et le désengagement de la vie publique.

## 2- Le Conflit générationnel :

74,9% des jeunes interviewés estiment qu'il y a un conflit générationnel entre les jeunes et la génération des plus âgés.

- Répartition des pourcentages par sexe : 76,1% des filles considèrent qu'il y a un conflit générationnel contre 73,5% pour les garçons.
- Répartition des pourcentages par tranches d'âge : 76,8% des 15-25 ans considèrent qu'il y a un conflit générationnel contre 74,1% des 25-35 ans.
- Répartition régionale : des pics sont enregistrés chez les jeunes de Medenine avec un pourcentage de 93% suivis de ceux de l'Ariana (81,7%). Les autres gouvernorats se situent autour de la moyenne de 75%. Le pourcentage minimal est enregistré au Kef avec (61%).

Au total, le conflit générationnel est fortement ressenti par les jeunes sur l'ensemble de l'échantillon.

Dans les Focus groupe, certains participants déclarent que « les jeunes n'ont pas accès aux postes de prise de décision et donc il n'y a pas de

<sup>20</sup> "دراسة حول الشباب والاستحقاقات الانتخابية في تونس: حيّ النّضامن مثلاً". المرصد الوطني للشباب. 20

possibilité de changer les choses » et que « l'exclusion des jeunes des postes de prise de décision engendre le désengagement de ceux-ci ». D'autres participants déclarent qu'ils vivent dans « une société patriarcale qui réduit le rôle des jeunes »

D'autres participants dénoncent « l'exploitation des jeunes dans les partis politiques »

Certains jeunes défendent l'idée d'une « coexistence nécessaire entre les générations » et que les choses ne peuvent se construire qu'ensemble.

Au total, un ras le bol est ressenti chez les jeunes quant au paternalisme à leur égard dans les structures de la société civile ou dans les instances de l'état qui se traduit essentiellement par le non accès des jeunes aux postes de responsabilité et de décision.

#### **IV Les Facteurs du désengagement des jeunes et la perception négative du rôle politique :**

44% des jeunes déclarent qu'ils n'ont pas de rôle politique et que même dans une situation critique (élections, attentat terroriste, violation des libertés etc...), 16,2% considèrent encore qu'ils n'ont pas de rôle politique.

Il est fondamental pour les jeunes de percevoir leur rôle politique afin de pouvoir s'engager dans la vie publique en général et dans la vie politique et associative en particulier. Les facteurs qui paraissent influencer négativement sur la perception positive du rôle politique se déclinent comme suit :

##### **1- Précarité socio-économique :**

###### *- Chômage et rôle politique :*

20,9% de ceux qui travaillent déclarent qu'ils ont un rôle politique contre 17,1% de ceux qui sont au chômage.

43,9% de ceux qui travaillent déclarent qu'ils n'ont pas un rôle politique. Contre 47,7% de ceux qui sont au chômage.

D'après ces chiffres, le chômage semble être un facteur aggravant de l'altération de la perception positive du rôle politique.

- **Niveau de scolarité et rôle politique :**  
67% des non scolarisés déclarent qu'ils n'ont pas de rôle politique et 46,2% des déscolarisés au niveau des primaire déclarent qu'ils n'ont pas de rôle politique contre 39,1% de ceux qui ont un niveau universitaires et qui déclarent la même chose.

Nous pouvons considérer que la non scolarisation et la déscolarisisation sont des facteurs aggravants de l'altération de la perception positive du rôle politique.

- **Travail informel et rôle politique :**  
12,7% de ceux qui font un travail journalier considèrent qu'ils ont un rôle politique contre une moyenne générale de 23,9% pour tous les autres types d'emplois.

A la lumière de ces pourcentages nous pouvons considérer que la non scolarisation, la déscolarisation précoce, le chômage et le travail informel sont des facteurs aggravants quant à la perception négative du rôle politique chez les jeunes.

## **2- Des valeurs individualistes et Solitaires :**

Rappelons que le socle des valeurs auquel adhèrent les jeunes interviewés concorde avec les valeurs conservatrices de la société (Famille, travail, argent, respect, religion, sécurité), et qu'il n'y a pas de rupture avec les normes sociales en rapport avec ces valeurs relevée au niveau de notre échantillon.

Par ailleurs, les jeunes adhèrent beaucoup moins aux valeurs de l'amitié, de la solidarité et de l'engagement pour un projet et s'inscrivent dans leur majorité dans un principe d'autonomisation individualiste et solitaire.

Nous pourrions ajouter que ces valeurs individualistes et solitaires sont prise en étau entre le dispositif des valeurs conservatrices de la société, et le modèle des sociétés occidentales et/ou des pays du Golf qui sont perçus comme des modèles de réussite.<sup>21</sup>

---

<sup>21</sup>دراسة حول الهجرة الغير الشرعية". المعهد التونسي للدراسات الاستراتيجية. أكتوبر 2017



### 3- L'altération de l'estime de soi :

Nous avons vu plus haut les quatre variables qui contribuent à l'estime de soi et leur forte interdépendance (satisfaction scolaire, satisfaction professionnelle, les comparatifs parents et les projections dans deux ans).

Rappelons que la satisfaction scolaire ainsi que la satisfaction professionnelle contribuent au fait que le jeune de se situe dans un continuum évolutif entre le passé (la génération des parents) et l'avenir (les projections), ce qui serait en faveur d'un renforcement de l'estime de soi.

Nous allons prendre une à une ces variables et relever si elles ont un rapport directe avec la perception positive du rôle politique.

#### - La satisfaction scolaire :

40,9% des très satisfaits de leur scolarité considèrent qu'ils n'ont pas de rôle politique. Les pourcentages sont quasiment égales pour ce qui sont satisfaits et pas satisfaits.

Par contre, ceux qui ne sont nullement satisfaits déclarent à un pourcentage de 56% qu'ils n'ont pas de rôle politique.

La satisfaction scolaire ne paraît pas être un facteur déterminant de la perception positive du rôle politique, mais la non satisfaction absolue de la scolarité est un facteur aggravant en faveur d'une perception négative du rôle politique.

#### - La satisfaction professionnelle :

39,5% des très satisfaits professionnellement et 38,9% des satisfaits professionnellement considèrent qu'ils n'ont pas de rôle politique.

Par contre, 50% des pas satisfaits et 51,7% nullement satisfaits considèrent qu'ils n'ont pas de rôle politique.

La satisfaction professionnelle ne paraît pas également être un facteur déterminant de la perception positive du rôle politique, mais la non satisfaction absolue de la vie professionnelle paraît être également est un facteur aggravant en faveur d'une perception négative du rôle politique.

- Inscription dans un processus générationnel évolutif et impact sur la perception positive du rôle politique :

▪ Comparatif parent :

L'étude de cette variable permet de déterminer si les interviewés qui s'inscrivent dans un processus évolutif quant au niveau de vie comparativement à leurs parents, a un impact positif sur la perception positive du rôle politique.

Il apparaît que ceux qui estiment vivre un meilleur niveau de vie que leurs parents considèrent à un pourcentage de 33,5% qu'ils n'ont pas de rôle politique.

Par contre ce pourcentage s'élève à 64,2% pour ceux qui estiment vivre à un niveau de vie moindre que leurs parents.

Il est possible d'envisager dans ce cas, que l'inscription pour les jeunes dans un processus involutif sur le plan socio-économique, comparativement avec la génération des parents, a un impact négatif sur la perception positive du rôle politique.

▪ Projection dans l'avenir :

L'étude de cette variable permet de déterminer le rapport entre les projections positives dans l'avenir et la perception positive du rôle politique.

38,6% de ceux qui estiment que leur situation sera meilleure dans deux ans considèrent qu'ils n'ont pas de rôle politique. Ce pourcentage s'élève à 50% pour ceux qui considèrent que leur situation sera pareille considèrent qu'ils n'ont pas de rôle politique.

55,3% de ceux qui estiment que leur situation sera moindre considèrent qu'ils n'ont pas de rôle politique.

Nous observons une élévation des pourcentages de ceux qui n'ont pas de perception positive de leur rôle politique en rapport avec l'insatisfaction scolaire, l'insatisfaction professionnelle, des comparatifs aux parents involutifs et des projections négatives dans l'avenir.

#### **4- Faible confiance dans les acteurs classiques de la scène politique :**

Nous avons relevé plus haut les acteurs politiques en lesquels les jeunes interviewés ont le moins confiance (Partis politiques, députés hommes d'affaires) et ceux en lesquels les jeunes ont le plus confiance (citoyen, mouvements sociaux, associations).

Nous allons observer de plus près l'impact de cette confiance ou de cette défiance sur la perception positive du rôle politique chez les jeunes.

- Manque de confiance dans les partis politique et perception du rôle politique :  
Rappelons que 67% des jeunes interviewés n'ont pas confiance dans les partis politiques.  
48,9% de ceux qui n'ont pas confiance dans les partis politiques estiment qu'ils n'ont pas de rôle politique.
- Manque de confiance dans les députés et perception du rôle politique :  
Rappelons que 64% des jeunes interviewés n'ont pas confiance dans les députés.  
50,2% de ceux qui n'ont pas confiance dans les députés considèrent qu'ils n'ont pas de rôle politique.
- Manque de confiance dans les Hommes d'affaires et perception du rôle politique :  
Rappelons que 57% des jeunes interviewés n'ont pas confiance en les hommes d'affaires.  
50,7% de ceux qui n'ont pas confiance dans les hommes d'affaires estiment qu'ils n'ont pas de rôle politique.
- Confiance dans le citoyen et perception du rôle politique :  
Rappelons que 45,6% des jeunes interviewés ont une grande confiance dans le citoyen.  
45,4% de ceux qui ont une grande confiance dans le citoyen considèrent qu'ils ont peut-être un rôle politique
- Confiance dans les mouvements sociaux et perception du rôle politique :  
Rappelons que 31,4% des jeunes interviewés ont une grande confiance dans les mouvements sociaux.  
43,5% de ceux qui ont une grande confiance dans les mouvements sociaux considèrent qu'ils ont peut-être un rôle politique.

- Confiance dans les associations et perception du rôle politique :  
Rappelons que 28% des jeunes interviewés ont une grande confiance dans les associations.  
36,1% de ceux qui ont une grande confiance dans les associations considèrent qu'ils ont peut-être un rôle politique.

Au vu de ces résultats, Nous pouvons présenter une première lecture qui mérite d'être approfondie par d'autres croisements :

La confiance dans certains acteurs politiques affecte moyennement la perception positive du rôle politique et n'est pas suffisamment mobilisatrice pour les jeunes.

Par contre, l'absence de confiance a un impact négatif sur la perception positive du rôle politique et provoque sur plus d'un cas sur deux la démobilisation.

## **5- L'altération de la représentation du changement :**

- Les moyens du changement et perception positive du rôle politique :

D'après les résultats de l'enquête, rappelons que 47,6% des jeunes interviewés estiment que le changement peut advenir à travers la réforme législative et le contrôle des institutions et que 29,4% estiment que ce changement peut advenir à travers la pression exercée par la société civile.

29,3% des jeunes qui estiment que le changement peut advenir de la réforme législative et du contrôle des institutions considèrent qu'ils ont potentiellement un rôle politique.

29,4% des jeunes qui estiment que le changement peut advenir du contre-pouvoir de la société civile considèrent qu'ils ont potentiellement un rôle politique.

Rappelons que 22,1% des jeunes interviewés pensent que la réforme et le contrôle des institutions ainsi que le contre-pouvoir de la société civile ne sont pas des moyens pour opérer le changement

Rappelons que 14,1% des jeunes interviewés estiment que le changement se fait par la violence (violence policière ou militaire et l'extrémisme violent) et que 8% estiment que le changement se fait par d'autres moyens.

- Le changement par les jeunes et perception positive du rôle politique :

Rappelons que le changement à travers l'accès des jeunes aux postes de prise de décision ne récolte pas l'adhésion des jeunes de manière massive. Ils sont moins de la moitié (41,2%) à estimer qu'il y aura une amélioration pour les jeunes dans ce cas.

25,9% des jeunes qui considèrent qu'il peut y avoir amélioration de la situation des jeunes si les jeunes accèdent aux postes de prise de décision, estiment qu'ils ont un rôle politique.

41,6% des jeunes qui considèrent que peut-être peut y avoir amélioration de la situation des jeunes aux postes de prise de décision, estiment qu'ils ont peut-être un rôle politique.

74,2% des jeunes qui considèrent qu'il ne peut pas y avoir d'amélioration pour les jeunes même si les jeunes accèdent aux postes de prise de décision, estiment qu'ils n'ont pas de rôle politique.

- Les projections du changement et perception positive du rôle politique :

Rappelons que 70% des jeunes interviewés considèrent qu'ils pourraient s'organiser (dans les associations, les mouvements sociaux, les syndicats et les partis politiques) et que 28,2% des jeunes interviewés ne se projettent dans aucune forme d'organisation.

D'après les résultats de l'enquête, 20% seulement des jeunes qui projettent de s'organiser dans toute structure confondue, considèrent qu'ils ont un rôle politique et 35,7% considèrent qu'ils ont peut-être un rôle politique.

Nous notons que malgré un très fort pourcentage d'aspiration à un changement radical estimé plus haut à 86,3%, les jeunes interviewés demeurent très prudents et frileux quant à la mise en œuvre de ces changements en termes de moyens, des projections possibles et même s'ils sont acteurs de ces changements.

Il est envisageable de penser que cette attitude générale soit probablement dues au fait que les alternatives d'un projet politique ayant des chances de succès ne soit pas encore dessinées, que les jeunes aient un besoin réel de



renforcement de leurs compétences et que les moyens et structures disponibles soient encore peu convaincants.

## **6- La Faible représentativité politique des jeunes :**

Des causes sous-jacentes de la faible représentativité des jeunes dans les instances dirigeantes de l'état comme dans les postes de prise de décision de la société civile ont été identifiées plus haut, à savoir le manque de compétences et d'expériences des jeunes en matière de politique et un conflit générationnel latent.

Or le blocage de la représentativité politique des jeunes, constitue en lui-même un frein aux possibilités de changement et au renouvellement des structures politiques. L'un des participants aux focus group ne déclare-t-il pas : « les jeunes doivent être motivés, démontrer leurs compétences et travailler pour mériter leurs places de décideurs »

Il est important de relever qu'il est apparu lors des focus groupes, une conscience aigüe des jeunes participants quant à leur poids politique en tant qu'électorat qui suscite tous les appétits. Ils se méfient des tentatives de séduction partisans à leur encontre et considèrent cette forme d'instrumentalisation comme un facteur supplémentaire de désengagement.

## Conclusion

Au total, un ensemble de facteurs semblent converger pour contribuer au désengagement des jeunes de la vie politique et associative :

- 1- La marginalisation et l'exclusion causés par la non scolarisation, la déscolarisation précoce, le chômage et le travail informel.
- 2- Des valeurs individualistes qui ne permettent pas la mise en place d'un réseau relationnel solidaire et engagé.
- 3- Une altération de l'estime de soi causée en partie par l'insatisfaction scolaire, l'insatisfaction professionnelle et une non inscription dans un continuum générationnel évolutif allant du noyau familial parental au noyau familial propre.
- 4- La faible confiance en les acteurs classiques de la scène politique
- 5- Une altération de la représentation du changement
- 6- La faible représentativité politique des jeunes.

Maintenant la question qui se pose : Est- ce qu'on demande aux jeunes une réelle participation à la vie politique ?

## Bibliographie

### Etudes et Rapports

- « Défis de la jeunesse Tunisienne », Rapport du Fonds des Nations Unis pour la Population. 2015
- « Les individualistes solidaires » ; Etude menée auprès des Français âgés de 15 à 35 ans par SCP Communication pour l'Observatoire de la Fondation de France – février 2007
- « Rapport de synthèse : enquête nationale sur les attentes des jeunes à l'égard du processus constitutionnel et de la transition démocratique en Tunisie. PNUD. Avril 2013.
- « Qu'est-ce qu'être jeune dans la société s'aujourd'hui ? », conférence donnée par Jean-Claude Richez, coordonnateur de la mission observation / évaluation de l'Institut de la Jeunesse et de l'Education Populaire (INJEP) dans le cadre du 30e anniversaire de la création des missions locales. Décembre 2012
- « Valeurs et représentations sociales du politique pendant la jeunesse : Analyse de la construction sociale et individuelle d'un objet », Maria Geka. Ecole des Hautes Etudes en sciences sociales
- « Tunisie : Surmonter les obstacles à l'inclusion des jeunes », Rapport de la Banque Mondiale pour la Reconstruction et le Développement. 2014
- « Etude sur les Organisations et initiatives en faveur de la participation des jeunes dans la commune de Monastir ». GIZ. 2013
- « La loi électorale Tunisienne aux yeux des acteurs politiques et des experts ». Mena Media Monitoring. 2014
- « Du travail précaire au travail décent : Document final du colloque des travailleurs sur les politiques et les réglementations destinées à lutter contre l'emploi précaire ». Organisation Internationale du travail. 2012
- « Recensement général de la population et de l'habitat 2014 ». Institut Nationale de statistiques.

### Articles

- « Trois approches pour renforcer l'inclusion économique et sociales en Tunisie » ; article de Carine Clert in le Blog de La banque Mondiale. Bird idea. 06.12.2017 <http://blogs.worldbank.org/arabvoices/fr/tunisia-strengthen-economic-social-inclusion>

- « Radicalisation des jeunes : comment lutter contre les facteurs d'attraction ? » ; article de Kamel Brahem, Giulia Marchesini, Benjamin Herzberg in le Blog de La banque Mondiale. Bird idea. 05.07.2016.  
<http://blogs.worldbank.org/arabvoices/fr/youth-radicalization-looking-supply-side>
- « Fatma Charfi : Le nombre de suicides en Tunisie est en augmentation depuis plus de dix ans », Interview parue in Jeune Afrique 23 Septembre 2016  
<http://www.jeuneafrique.com/359922/societe/fatma-charfi-nombre-de-suicides-tunisie-augmentation-plus-de-dix-ans/>
- « Tunisie : 2015, année suicidaire », article paru in l'économiste Maghrébin le 23.02.2016  
<http://www.leconomistemaghrebin.com/2016/02/23/tunisie-suicides-2015/>
- « Tunisie : Le taux de chômage se stabilise à 15,3% au troisième trimestre 2017 », La tribune Afrique le 17.11.2017.  
<https://afrique.latribune.fr/afrique-du-nord/tunisie/2017-11-17/tunisie-le-taux-de-chomage-se-stabilise-a-15-3-au-troisieme-trimestre-2017-758416.html>
- « Un sondage américain sur la situation en Tunisie qui fait froid au dos », Paru dans Espace Manager. 24.01.2018  
<https://www.espacemanager.com/un-sondage-americain-sur-la-situation-en-tunisie-qui-fait-froid-au-dos.html>

#### دراسات باللغة العربية

- "دراسة حول الشباب والاستحقاقات الانتخابية في تونس: حيّ التضامن مثلاً". المرصد الوطني للشباب. 2015
- دراسة حول الهجرة الغير الشرعية". المعهد التونسي للدراسات الاستراتيجية. أكتوبر 2017

#### مقالات باللغة العربية

- "الزّاحفون: نموذج "الحركات الاجتماعية" في تحليل سياسات الشارع"، مقال لرضوى عمار ورد في مجلة السياسة الدولية بتاريخ 02.05.2012  
<http://www.siyassa.org.eg/News/2091.aspx>

## Annexes

### Mini questionnaire des Focus Group :

- 1- Je n'ai aucun rôle dans la vie politique : D'accord/ je ne sais pas/ Pas d'accord
- 2- Tout doit changer en Tunisie, même si on doit passer par la violence : d'accord/ c'est possible/ pas d'accord
- 3- Tous les médias sont corrompus et je ne sais plus à qui me fier : d'accord/ pas tous/ pas d'accord
- 4- J'ai confiance dans les hommes d'affaires, c'est eux qui vont sortir le pays de la crise : d'accord/ je ne pense pas/ pas d'accord
- 5- Je n'ai même pas de quoi manger, comment veux-tu que j'aille voter pour tel ou un tel : d'accord/ pas d'accord
- 6- Les députés ne me représentent pas : d'accord/ pas tous/ pas d'accord
- 7- Nous nous en sortirons que si les jeunes font une alliance et éloignent les hommes de l'ancien régime. D'accord/ pas nécessairement/ pas d'accord



## Tableaux :

Tableau croisé Niveau scolaire \* nature de contrat de travail

Niveau scolaire			mécanisme					libre pratique	Total
			bureau de l'emploi	stage payé	emploi journalier	cdd	cdi		
non scolarisé	Effectif	0	2	6	1	0	3	12	
	%	0,0%	16,7%	50,0%	8,3%	0,0%	25,0%	100,0 %	
primaire	Effectif	2	3	6	1	2	2	16	
	%	12,5%	18,8%	37,5%	6,3%	12,5%	12,5%	100,0 %	
Collège	Effectif	4	3	7	3	1	5	23	
	%	17,4%	13,0%	30,4%	13,0%	4,3%	21,7%	100,0 %	
Lycée	Effectif	6	0	19	3	0	6	34	
	%	17,6%	0,0%	55,9%	8,8%	0,0%	17,6%	100,0 %	
université	Effectif	15	16	15	22	21	17	106	
	%	14,2%	15,1%	14,2%	20,8%	19,8%	16,0%	100,0 %	
formation professionnelle	Effectif	0	2	2	3	1	2	10	
	%	0,0%	20,0%	20,0%	30,0%	10,0%	20,0%	100,0 %	
Total	Effectif	27	26	55	33	25	35	201	
	%	13,4%	12,9%	27,4%	16,4%	12,4%	17,4%	100,0 %	

Tableau croisé Satisfaction scolarité \* comparatif parents

			meilleur	pareil	moindre	Total
Satisfaction scolarité	très satisfait	Effectif	12	6	3	21
		% dans Satisfaction scolarité	57,1%	28,6%	14,3%	100,0%
	satisfait	Effectif	60	43	8	111
		% dans Satisfaction scolarité	54,1%	38,7%	7,2%	100,0%
	pas satisfait	Effectif	32	22	10	64
		% dans Satisfaction scolarité	50,0%	34,4%	15,6%	100,0%
	nullement satisfait	Effectif	9	10	6	25
		% dans Satisfaction scolarité	36,0%	40,0%	24,0%	100,0%
5		Effectif	0	0	1	1
		% dans Satisfaction scolarité	0,0%	0,0%	100,0%	100,0%
Total		Effectif	113	81	28	222
		% dans Satisfaction scolarité	50,9%	36,5%	12,6%	100,0%

Tableau croisé Satisfaction scolarité \* amélioration situations dans 2 ans

		2 ans			Total	
		meilleure	pareil	moindre		
Satisfaction scolarité	très satisfait	Effectif	19	2	1	22
		% dans Satisfaction scolarité	86,4%	9,1%	4,5%	100,0%
	satisfait	Effectif	87	18	6	111
		% dans Satisfaction scolarité	78,4%	16,2%	5,4%	100,0%
	pas satisfait	Effectif	34	22	8	64
		% dans Satisfaction scolarité	53,1%	34,4%	12,5%	100,0%
	nullement satisfait	Effectif	14	7	5	26
		% dans Satisfaction scolarité	53,8%	26,9%	19,2%	100,0%
	5	Effectif	0	1	0	1
		% dans Satisfaction scolarité	0,0%	100,0%	0,0%	100,0%
	Total	Effectif	154	50	20	224
		% dans Satisfaction scolarité	68,8%	22,3%	8,9%	100,0%

Tableau croisé satisfaction travail \* comparatif parents

					Total	
			meilleur	pareil	moindre	
satisfaction travail	très satisfait	Effectif	19	14	6	39
		% dans satisfaction travail	48,7%	35,9%	15,4%	100,0%
	satisfait	Effectif	53	38	4	95
		% dans satisfaction travail	55,8%	40,0%	4,2%	100,0%
	pas satisfait	Effectif	18	24	11	53
		% dans satisfaction travail	34,0%	45,3%	20,8%	100,0%
nullement satisfait	Effectif	7	11	11	29	
	% dans satisfaction travail	24,1%	37,9%	37,9%	100,0%	
Total	Effectif	97	87	32	216	
	% dans satisfaction travail	44,9%	40,3%	14,8%	100,0%	

Tableau croisé satisfaction travail \* amélioration situations dans 2 ans

		ans			Total	
		meilleure	pareil	moins		
satisfaction travail	très satisfait	Effectif	30	6	2	38
		% dans satisfaction travail	78,9%	15,8%	5,3%	100,0%
	satisfait	Effectif	69	22	3	94
		% dans satisfaction travail	73,4%	23,4%	3,2%	100,0%
	pas satisfait	Effectif	22	25	7	54
		% dans satisfaction travail	40,7%	46,3%	13,0%	100,0%
	nullement satisfait	Effectif	6	12	11	29
		% dans satisfaction travail	20,7%	41,4%	37,9%	100,0%
	Total	Effectif	127	65	23	215
		% dans satisfaction travail	59,1%	30,2%	10,7%	100,0%



Tableau croisé comparatif parents \* amélioration situations dans 2 ans

		ans			Total	
		meilleure	pareil	moins		
comparatif parents	meilleur	Effectif	159	56	4	219
		% dans comparatif parents	72,6%	25,6%	1,8%	100,0%
	pareil	Effectif	96	75	16	187
		% dans comparatif parents	51,3%	40,1%	8,6%	100,0%
	moins	Effectif	26	23	17	66
		% dans comparatif parents	39,4%	34,8%	25,8%	100,0%
	Total	Effectif	281	154	37	472
		% dans comparatif parents	59,5%	32,6%	7,8%	100,0%

Tableau croisé Gouvernorat \* confiance partis politiques

		grande confiance	confiance relative	pas confiance	Total
Gouvernorat	Effectif	0	18	44	62
	% dans Gouvernorat	0,0%	29,0%	71,0%	100,0%
Ariana	Effectif	3	17	37	57
	% dans Gouvernorat	5,3%	29,8%	64,9%	100,0%
Gafsa	Effectif	2	11	46	59
	% dans Gouvernorat	3,4%	18,6%	78,0%	100,0%
Jandouba	Effectif	4	15	43	62
	% dans Gouvernorat	6,5%	24,2%	69,4%	100,0%
Kef	Effectif	6	19	35	60
	% dans Gouvernorat	10,0%	31,7%	58,3%	100,0%
Manouba	Effectif	12	12	33	57
	% dans Gouvernorat	21,1%	21,1%	57,9%	100,0%
Mednin	Effectif	4	13	41	58
	% dans Gouvernorat	6,9%	22,4%	70,7%	100,0%
Sfax	Effectif	0	17	42	59
	% dans Gouvernorat	0,0%	28,8%	71,2%	100,0%
Tataouine	Effectif	31	122	321	474
	% dans Gouvernorat	6,5%	25,7%	67,7%	100,0%

Tableau croisé Gouvernorat \* confiance députés

			grande confiance	confiance relative	pas confiance	Total
Gouvernorat	ariana	Effectif	0	25	39	64
		% dans Gouvernorat	0,0%	39,1%	60,9%	100,0%
	Gafsa	Effectif	2	16	39	57
		% dans Gouvernorat	3,5%	28,1%	68,4%	100,0%
	Jandouba	Effectif	1	17	43	61
		% dans Gouvernorat	1,6%	27,9%	70,5%	100,0%
	Kef	Effectif	4	14	44	62
		% dans Gouvernorat	6,5%	22,6%	71,0%	100,0%
	Manouba	Effectif	14	17	27	58
		% dans Gouvernorat	24,1%	29,3%	46,6%	100,0%
	Mednin	Effectif	4	14	38	56
		% dans Gouvernorat	7,1%	25,0%	67,9%	100,0%
	Sfax	Effectif	4	17	39	60
		% dans Gouvernorat	6,7%	28,3%	65,0%	100,0%
	Tataouine	Effectif	3	17	39	59
		% dans Gouvernorat	5,1%	28,8%	66,1%	100,0%
Total		Effectif	32	137	308	477
		% dans Gouvernorat	6,7%	28,7%	64,6%	100,0%

**Tableau croisé Gouvernorat \* confiance hommes d'affaire**

		grande confiance	confiance relative	pas confiance	Total
Gouvernorat ariana	Effectif	5	19	39	63
	% dans Gouvernorat	7,9%	30,2%	61,9%	100,0%
Gafsa	Effectif	8	8	43	59
	% dans Gouvernorat	13,6%	13,6%	72,9%	100,0%
Jandouba	Effectif	11	19	31	61
	% dans Gouvernorat	18,0%	31,1%	50,8%	100,0%
Kef	Effectif	3	20	39	62
	% dans Gouvernorat	4,8%	32,3%	62,9%	100,0%
Manouba	Effectif	16	27	17	60
	% dans Gouvernorat	26,7%	45,0%	28,3%	100,0%
Mednin	Effectif	3	19	35	57
	% dans Gouvernorat	5,3%	33,3%	61,4%	100,0%
Sfax	Effectif	11	14	34	59
	% dans Gouvernorat	18,6%	23,7%	57,6%	100,0%
Tataouine	Effectif	4	17	38	59
	% dans Gouvernorat	6,8%	28,8%	64,4%	100,0%
Total	Effectif	61	143	276	480
	% dans Gouvernorat	12,7%	29,8%	57,5%	100,0%

Tableau croisé Gouvernorat \* confiance religieux

		grande confiance	confiance relative	pas confiance	Total
Gouvernorat ariana	Effectif	5	31	28	64
	% dans Gouvernorat	7,8%	48,4%	43,8%	100,0%
Gafsa	Effectif	11	16	30	57
	% dans Gouvernorat	19,3%	28,1%	52,6%	100,0%
Jandouba	Effectif	14	22	24	60
	% dans Gouvernorat	23,3%	36,7%	40,0%	100,0%
Kef	Effectif	8	20	33	61
	% dans Gouvernorat	13,1%	32,8%	54,1%	100,0%
Manouba	Effectif	18	17	24	59
	% dans Gouvernorat	30,5%	28,8%	40,7%	100,0%
Mednin	Effectif	1	8	48	57
	% dans Gouvernorat	1,8%	14,0%	84,2%	100,0%
Sfax	Effectif	8	23	29	60
	% dans Gouvernorat	13,3%	38,3%	48,3%	100,0%
Tataouine	Effectif	10	18	31	59
	% dans Gouvernorat	16,9%	30,5%	52,5%	100,0%
Total	Effectif	75	155	247	477
	% dans Gouvernorat	15,7%	32,5%	51,8%	100,0%



Tableau croisé Gouvernorat \* confiance média

		confiance média			Total
		grande confiance	confiance relative	pas confiance	
Gouvernorat ariana	Effectif	1	29	32	62
	% dans Gouvernorat	1,6%	46,8%	51,6%	100,0%
Gafsa	Effectif	3	21	34	58
	% dans Gouvernorat	5,2%	36,2%	58,6%	100,0%
Jandouba	Effectif	10	29	22	61
	% dans Gouvernorat	16,4%	47,5%	36,1%	100,0%
Kef	Effectif	8	27	27	62
	% dans Gouvernorat	12,9%	43,5%	43,5%	100,0%
Manouba	Effectif	15	24	21	60
	% dans Gouvernorat	25,0%	40,0%	35,0%	100,0%
Mednin	Effectif	15	20	22	57
	% dans Gouvernorat	26,3%	35,1%	38,6%	100,0%
Sfax	Effectif	8	24	28	60
	% dans Gouvernorat	13,3%	40,0%	46,7%	100,0%
Tataouine	Effectif	1	17	41	59
	% dans Gouvernorat	1,7%	28,8%	69,5%	100,0%
Total	Effectif	61	191	227	479
	% dans Gouvernorat	12,7%	39,9%	47,4%	100,0%

Tableau croisé Gouvernorat \* confiance citoyens

		grande confiance	confiance relative	pas confiance	Total
Gouvernorat ariana	Effectif	21	27	15	63
	% dans Gouvernorat	33,3%	42,9%	23,8%	100,0%
Gafsa	Effectif	25	20	13	58
	% dans Gouvernorat	43,1%	34,5%	22,4%	100,0%
Jandouba	Effectif	21	34	6	61
	% dans Gouvernorat	34,4%	55,7%	9,8%	100,0%
Kef	Effectif	28	21	13	62
	% dans Gouvernorat	45,2%	33,9%	21,0%	100,0%
Manouba	Effectif	32	17	11	60
	% dans Gouvernorat	53,3%	28,3%	18,3%	100,0%
Mednin	Effectif	43	12	2	57
	% dans Gouvernorat	75,4%	21,1%	3,5%	100,0%
Sfax	Effectif	26	22	12	60
	% dans Gouvernorat	43,3%	36,7%	20,0%	100,0%
Tataouine	Effectif	23	24	12	59
	% dans Gouvernorat	39,0%	40,7%	20,3%	100,0%
Total	Effectif	219	177	84	480
	% dans Gouvernorat	45,6%	36,9%	17,5%	100,0%

Tableau croisé Gouvernorat \* confiance mouvements sociaux

		grande confiance	confiance relative	pas confiance	Total
Gouvernorat ariana	Effectif	12	30	21	63
	% dans Gouvernorat	19,0%	47,6%	33,3%	100,0%
Gafsa	Effectif	16	24	15	55
	% dans Gouvernorat	29,1%	43,6%	27,3%	100,0%
Jandouba	Effectif	22	27	11	60
	% dans Gouvernorat	36,7%	45,0%	18,3%	100,0%
Kef	Effectif	18	26	18	62
	% dans Gouvernorat	29,0%	41,9%	29,0%	100,0%
Manouba	Effectif	20	25	15	60
	% dans Gouvernorat	33,3%	41,7%	25,0%	100,0%
Mednin	Effectif	28	21	8	57
	% dans Gouvernorat	49,1%	36,8%	14,0%	100,0%
Sfax	Effectif	22	25	11	58
	% dans Gouvernorat	37,9%	43,1%	19,0%	100,0%
Tataouine	Effectif	10	18	29	57
	% dans Gouvernorat	17,5%	31,6%	50,9%	100,0%
Total	Effectif	148	196	128	472
	% dans Gouvernorat	31,4%	41,5%	27,1%	100,0%

Tableau croisé Gouvernorat \* confiance associations

		grande confiance	confiance relative	pas confiance	Total
Gouvernorat ariana	Effectif	15	30	19	64
	% dans Gouvernorat	23,4%	46,9%	29,7%	100,0%
Gafsa	Effectif	10	29	15	54
	% dans Gouvernorat	18,5%	53,7%	27,8%	100,0%
Jandouba	Effectif	24	24	11	59
	% dans Gouvernorat	40,7%	40,7%	18,6%	100,0%
Kef	Effectif	20	25	17	62
	% dans Gouvernorat	32,3%	40,3%	27,4%	100,0%
Manouba	Effectif	21	23	16	60
	% dans Gouvernorat	35,0%	38,3%	26,7%	100,0%
Mednin	Effectif	16	20	21	57
	% dans Gouvernorat	28,1%	35,1%	36,8%	100,0%
Sfax	Effectif	13	35	12	60
	% dans Gouvernorat	21,7%	58,3%	20,0%	100,0%
Tataouine	Effectif	15	20	24	59
	% dans Gouvernorat	25,4%	33,9%	40,7%	100,0%
Total	Effectif	134	206	135	475
	% dans Gouvernorat	28,2%	43,4%	28,4%	100,0%

Tableau croisé Gouvernorat \* confiance syndicats

		grande confiance	confiance relative	pas confiance	Total
Gouvernorat ariana	Effectif	4	33	26	63
	% dans Gouvernorat	6,3%	52,4%	41,3%	100,0%
Gafsa	Effectif	12	24	21	57
	% dans Gouvernorat	21,1%	42,1%	36,8%	100,0%
Jandouba	Effectif	17	25	19	61
	% dans Gouvernorat	27,9%	41,0%	31,1%	100,0%
Kef	Effectif	12	26	24	62
	% dans Gouvernorat	19,4%	41,9%	38,7%	100,0%
Manouba	Effectif	12	26	22	60
	% dans Gouvernorat	20,0%	43,3%	36,7%	100,0%
Mednin	Effectif	30	17	9	56
	% dans Gouvernorat	53,6%	30,4%	16,1%	100,0%
Sfax	Effectif	10	28	21	59
	% dans Gouvernorat	16,9%	47,5%	35,6%	100,0%
Tataouine	Effectif	3	17	39	59
	% dans Gouvernorat	5,1%	28,8%	66,1%	100,0%
Total	Effectif	100	196	181	477
	% dans Gouvernorat	21,0%	41,1%	37,9%	100,0%

Tableau croisé confiance corps de la sécurité \* confiance justice

			grande confiance	confiance relative	pas confiance	Total
confiance police	grande	Effectif	117	39	26	182
	confiance	% dans confiance police	64,3%	21,4%	14,3%	100,0%
confiance relative	Effectif	45	94	32	171	
	% dans confiance police	26,3%	55,0%	18,7%	100,0%	
pas confiance	Effectif	24	33	65	122	
	% dans confiance police	19,7%	27,0%	53,3%	100,0%	
Total	Effectif	186	166	123	475	
	% dans confiance police	39,2%	34,9%	25,9%	100,0%	



**Tableau croisé Gouvernorat \* amélioration accès jeunes poste décision**

		oui	peut être	non	11	Total	
Gouvernorat	ariana	Effectif	24	37	3	0	64
		% dans Gouvernorat	37,5%	57,8%	4,7%	0,0%	100,0%
Gafsa	Effectif	31	24	3	0	58	
		% dans Gouvernorat	53,4%	41,4%	5,2%	0,0%	100,0%
Jandouba	Effectif	31	23	6	0	60	
		% dans Gouvernorat	51,7%	38,3%	10,0%	0,0%	100,0%
Kef	Effectif	26	31	3	1	61	
		% dans Gouvernorat	42,6%	50,8%	4,9%	1,6%	100,0%
Manouba	Effectif	23	36	1	0	60	
		% dans Gouvernorat	38,3%	60,0%	1,7%	0,0%	100,0%
Mednin	Effectif	4	45	8	0	57	
		% dans Gouvernorat	7,0%	78,9%	14,0%	0,0%	100,0%
Sfax	Effectif	24	31	5	0	60	
		% dans Gouvernorat	40,0%	51,7%	8,3%	0,0%	100,0%
Tataouine	Effectif	39	19	2	0	60	
		% dans Gouvernorat	65,0%	31,7%	3,3%	0,0%	100,0%
Total	Effectif	202	246	31	1	480	
		% dans Gouvernorat	42,1%	51,3%	6,5%	0,2%	100,0%

Tableau croisé Gouvernorat \* moyens de changement

Gouvernorat			réforme	Mobilisation	extrémisme	intervention	Total	
			législative	société	violent	police et		
			contrôle des	civile		armée		
			institutions				autre	
Gouvernorat ariana	Effectif		23	15	4	6	9	57
	% dans Gouvernorat		40,4%	26,3%	7,0%	10,5%	15,8%	100,0%
Gafsa	Effectif		25	21	4	4	3	57
	% dans Gouvernorat		43,9%	36,8%	7,0%	7,0%	5,3%	100,0%
Jandouba	Effectif		44	14	1	0	3	62
	% dans Gouvernorat		71,0%	22,6%	1,6%	0,0%	4,8%	100,0%
Kef	Effectif		25	20	3	4	8	60
	% dans Gouvernorat		41,7%	33,3%	5,0%	6,7%	13,3%	100,0%
Manouba	Effectif		24	18	7	7	3	59
	% dans Gouvernorat		40,7%	30,5%	11,9%	11,9%	5,1%	100,0%
Mednin	Effectif		35	19	2	0	1	57
	% dans Gouvernorat		61,4%	33,3%	3,5%	0,0%	1,8%	100,0%
Sfax	Effectif		20	15	3	14	6	58
	% dans Gouvernorat		34,5%	25,9%	5,2%	24,1%	10,3%	100,0%
Tataouine	Effectif		26	15	5	2	8	56
	% dans Gouvernorat		46,4%	26,8%	8,9%	3,6%	14,3%	100,0%
Total	Effectif		222	137	29	37	41	466
	% dans Gouvernorat		47,6%	29,4%	6,2%	7,9%	8,8%	100,0%

## Forme d'organisations Possibles

		Fréquence	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	syndicat	65	13,6	13,6
	association	146	30,5	44,1
	parti politique	61	12,8	56,9
	mouvement sociaux	62	13,0	69,9
	rien	135	28,2	98,1
	autre	9	1,9	100,0
	Total		478	100,0
Manquant	Système	6		
Total		484		

Tableau croisé Gouvernorat \* formes d'organisations Possibles

		syndicat	association	parti politique	Mvt. sociaux	rien	autre	Total
Gouvernorat ariana	Effectif	3	30	3	4	22	2	64
	% dans Gouvernorat	4,7%	46,9%	4,7%	6,3%	34,4%	3,1%	100,0%
Gafsa	Effectif	18	11	6	7	13	1	56
	% dans Gouvernorat	32,1%	19,6%	10,7%	12,5%	23,2%	1,8%	100,0%
Jandouba	Effectif	6	19	4	17	13	1	60
	% dans Gouvernorat	10,0%	31,7%	6,7%	28,3%	21,7%	1,7%	100,0%
Kef	Effectif	12	16	6	11	15	1	61
	% dans Gouvernorat	19,7%	26,2%	9,8%	18,0%	24,6%	1,6%	100,0%
Manouba	Effectif	11	12	10	8	17	2	60
	% dans Gouvernorat	18,3%	20,0%	16,7%	13,3%	28,3%	3,3%	100,0%
Mednin	Effectif	6	7	29	5	10	0	57
	% dans Gouvernorat	10,5%	12,3%	50,9%	8,8%	17,5%	0,0%	100,0%
Sfax	Effectif	3	27	1	5	22	2	60
	% dans Gouvernorat	5,0%	45,0%	1,7%	8,3%	36,7%	3,3%	100,0%
Tataouine	Effectif	6	24	2	5	23	0	60
	% dans Gouvernorat	10,0%	40,0%	3,3%	8,3%	38,3%	0,0%	100,0%
Total	Effectif	65	146	61	62	135	9	478
	% dans Gouvernorat	13,6%	30,5%	12,8%	13,0%	28,2%	1,9%	100,0%

**Tableau croisé Tranche d'âge \* formes organisations possibles**

Age			formes organisations possibles				Total		
			syndicat	association	parti politique	mouvement sociaux		rien	autre
15-25 ans	Effectif		34	74	30	24	65	4	231
	% dans Age		14,7%	32,0%	13,0%	10,4%	28,1%	1,7%	100,0%
25-35 ans	Effectif		31	67	31	38	68	5	240
	% dans Age		12,9%	27,9%	12,9%	15,8%	28,3%	2,1%	100,0%
Total	Effectif		65	141	61	62	133	9	471
	% dans Age		13,8%	29,9%	13,0%	13,2%	28,2%	1,9%	100,0%

**Tableau croisé confiance partis \* rôle politique**

confiance partis			rôle politique			Total
			oui	peut être	non	
grande confiance	Effectif		9	13	9	31
	% dans confiance partis		29,0%	41,9%	29,0%	100,0%
confiance relative	Effectif		33	47	42	122
	% dans confiance partis		27,0%	38,5%	34,4%	100,0%
pas confiance	Effectif		54	109	156	319
	% dans confiance partis		16,9%	34,2%	48,9%	100,0%
Total	Effectif		96	169	207	472
	% dans confiance partis		20,3%	35,8%	43,9%	100,0%

**Tableau croisé confiance députés \* rôle politique**

			rôle politique			Total
			oui	peut être	non	
confiance députés	grande	Effectif	11	12	9	32
		% dans confiance députés	34,4%	37,5%	28,1%	100,0%
	relative	Effectif	35	53	48	136
		% dans confiance députés	25,7%	39,0%	35,3%	100,0%
	pas	Effectif	48	105	154	307
		% dans confiance députés	15,6%	34,2%	50,2%	100,0%
Total	Effectif	94	170	211	475	
	% dans confiance députés	19,8%	35,8%	44,4%	100,0%	

**Tableau croisé confiance hommes d'affaire \* rôle politique**

			rôle politique			Total
			oui	peut être	non	
confiance hommes d'affaire	grande	Effectif	17	21	23	61
		% dans confiance hommes d'affaire	27,9%	34,4%	37,7%	100,0%
	relative	Effectif	37	58	48	143
		% dans confiance hommes d'affaire	25,9%	40,6%	33,6%	100,0%
	pas	Effectif	43	92	139	274
		% dans confiance hommes d'affaire	15,7%	33,6%	50,7%	100,0%
Total	Effectif	97	171	210	478	
	% dans confiance hommes d'affaire	20,3%	35,8%	43,9%	100,0%	



**Tableau croisé confiance citoyens \* rôle politique**

			rôle politique			Total
			oui	peut être	non	
confiance citoyens	grande confiance	Effectif	46	99	73	218
		% dans confiance citoyens	21,1%	45,4%	33,5%	100,0%
	relative	Effectif	33	54	90	177
		% dans confiance citoyens	18,6%	30,5%	50,8%	100,0%
	pas confiance	Effectif	18	18	47	83
		% dans confiance citoyens	21,7%	21,7%	56,6%	100,0%
Total	Effectif	97	171	210	478	
	% dans confiance citoyens	20,3%	35,8%	43,9%	100,0%	

**Tableau croisé confiance mouvements sociaux \* rôle politique**

			rôle politique			Total
			oui	peut être	non	
confiance mouvements sociaux	grande confiance	Effectif	32	64	51	147
		% dans confiance mouvements sociaux	21,8%	43,5%	34,7%	100,0%
	relative	Effectif	38	71	87	196
		% dans confiance mouvements sociaux	19,4%	36,2%	44,4%	100,0%
	pas confiance	Effectif	24	35	68	127
		% dans confiance mouvements sociaux	18,9%	27,6%	53,5%	100,0%
Total	Effectif	94	170	206	470	
	% dans confiance mouvements sociaux	20,0%	36,2%	43,8%	100,0%	

**Tableau croisé confiance associations \* rôle politique**

			rôle politique			Total
			oui	peut être	non	
confiance associations	grande	Effectif	39	48	46	133
	confiance	% dans confiance associations	29,3%	36,1%	34,6%	100,0%
	relative	Effectif	34	81	91	206
		% dans confiance associations	16,5%	39,3%	44,2%	100,0%
	pas	Effectif	23	38	73	134
	confiance	% dans confiance associations	17,2%	28,4%	54,5%	100,0%
Total		Effectif	96	167	210	473
		% dans confiance associations	20,3%	35,3%	44,4%	100,0%